

LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL

--

ALLOCUTION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

New York, le 25 septembre 2018

Madame la Présidente de l'Assemblée générale,
Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,
Mesdames et Messieurs les représentants,
Mesdames et Messieurs,

Notre monde souffre d'un grave syndrome, celui du déficit de confiance.

Troublés, les peuples ne se sentent pas en sécurité.

La confiance en est à un point de rupture : confiance dans les institutions nationales ; confiance entre États, ou confiance dans l'ordre mondial fondé sur des règles.

À l'échelle nationale, les peuples perdent foi dans les institutions politiques, la polarisation s'aggrave et le populisme gagne du terrain.

Entre pays, la coopération devient incertaine et difficile. Au Conseil de sécurité, les divisions sont fortes.

La confiance dans la gouvernance mondiale est elle aussi fragilisée, alors que les institutions et les mentalités du XX^e siècle ne sont plus adaptées aux défis du XXI^e siècle.

Nous n'avons jamais eu un véritable système de gouvernance mondiale, et encore moins un système pleinement démocratique.

Et pourtant, au fil des décennies, nous avons posé les fondements solides de la coopération internationale.

Nous avons uni nos nations pour édifier des institutions et créer des normes et des règles qui allaient nous permettre de défendre des intérêts communs.

Nous avons élevé le niveau de vie de millions de personnes, bâti la paix dans des pays troublés et – en tout état de cause – évité une troisième guerre mondiale.

Cela dit, rien de ce qui précède n'est à jamais acquis.

Aujourd'hui, l'ordre mondial est de plus en plus chaotique. Les rapports de pouvoir sont moins clairs qu'auparavant.

Les valeurs universelles sont érodées.

Les principes démocratiques sont pris en otage.

L'état de droit est compromis.

L'impunité se répand, alors que les dirigeants et les États mettent les limites à l'épreuve, sur le plan national comme sur la scène internationale.

Nous sommes face à une série de paradoxes.

Alors que le monde est plus interconnecté que jamais, les sociétés sont de plus en plus fragmentées.

Les défis se mondialisent et les peuples se replient sur eux-mêmes.

Le multilatéralisme est menacé au moment même où nous en avons le plus besoin.

Mesdames et Messieurs les représentants,
Mesdames et Messieurs,

Il est vrai que nous nous dirigeons vers un monde multipolaire.

Mais la multipolarité en soi ne garantira pas la paix ni ne résoudra les problèmes du monde.

Il y a cent ans, l'Europe était multipolaire. Un équilibre entre puissances semblait suffire à maîtriser les rivalités.

Or, ce n'était pas le cas. Le défaut de cadre multilatéral solide qui aurait permis de coopérer et de résoudre les problèmes à l'échelle de l'Europe a débouché sur une guerre mondiale dévastatrice.

Aujourd'hui, alors que l'équilibre entre puissances se modifie, le risque d'affrontement peut encore s'aggraver.

Dans la Grèce antique, Thucydide exposait les origines de la guerre du Péloponnèse en ces termes : « Ce fut l'ascension d'Athènes et la peur que celle-ci instilla à Sparte qui rendirent la guerre inévitable ».

C'est ce que le politologue Graham Allison appelle « le piège de Thucydide ».

Dans son livre intitulé "Destined for War" (titre que l'on pourrait traduire par « La Fatalité de la guerre »), il passe en revue les différentes polémiques qui ont opposé les humains dans l'histoire et en conclut que le conflit n'est jamais inévitable.

En effet, ce sont des dirigeants déterminés à coopérer sur le plan stratégique et à gérer des intérêts divergents qui peuvent nous éviter la guerre et orienter le monde sur la voie de la sécurité.

C'est pourquoi les dirigeants ont le devoir de promouvoir le bien-être de leurs peuples.

Mais il faut en faire plus. Ensemble, en tant que gardiens du bien commun, nous avons également le devoir de promouvoir et de soutenir un système multilatéral réformé, redynamisé et renforcé.

Nous devons renouveler notre attachement à un ordre fondé sur des règles, qui place l'Organisation des Nations Unies en son centre et s'appuie sur les institutions et les traités qui donnent vie à la Charte.

Et nous devons prouver la valeur ajoutée que présente la coopération internationale en forgeant la paix, en défendant les droits de l'homme et en dynamisant le progrès économique et social pour les femmes et les hommes, partout dans le monde.

Voilà pourquoi je suis résolument engagé à réformer l'Organisation et à la rendre mieux à même de répondre aux besoins et aux aspirations des « peuples des Nations Unies ».

Face aux menaces gravissimes qui compromettent l'existence des humains et de la planète – mais aussi à une époque qui offre un potentiel exceptionnel de prospérité partagée – le seul moyen d'avancer est l'action collective fondée sur le bon sens, pour le bien commun.

Voilà comment nous rétablirons la confiance.

Mesdames et Messieurs,

Dans mon allocution de l'année dernière, j'avais mis en lumière sept défis. Un an plus tard, hélas, ces défis ne sont toujours pas relevés.

Notre incapacité de mettre fin à la guerre en Syrie, au Yémen et ailleurs est scandaleuse.

Le peuple rohingya demeure en exil, traumatisé et dans le malheur, ayant cruellement besoin de sécurité et de justice.

Palestiniens et Israéliens sont toujours aux prises avec un conflit interminable, tandis que la solution des deux États est de plus en plus lointaine.

La menace terroriste plane, alimentée par les causes profondes de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Et le terrorisme tisse des liens de plus en plus étroits avec la criminalité transnationale organisée, la traite des personnes et le trafic de drogues et d'armes.

Le péril nucléaire n'a pas faibli, et la non-prolifération est gravement compromise. Les États dotés de l'arme nucléaire modernisent leurs arsenaux. Nous risquons une nouvelle course aux armements, alors que le seuil fixé pour le recours aux armes s'abaisse.

Nous avons été horrifiés par le fait que des armes chimiques aient été employées, en toute impunité, alors qu'elles sont interdites.

Les sauvegardes qui nous protègent du danger des armes biologiques sont faibles.

Les inégalités sapent la confiance dans le contrat social et font manifestement obstacle à la réalisation des objectifs de développement durable – et ce, alors que les tensions commerciales ne font que s'accroître.

Migrants et réfugiés sont toujours la cible de discriminations et de propos démagogues, face à une coopération internationale clairement insuffisante.

Enfin, en cette année qui marque le soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la cause des droits de l'homme perd du terrain face à la montée des autoritarismes.

Or, devant le pessimisme politique ambiant, nous devons nous garder de faire des prédictions autoréalisatrices.

Voir un danger dans son prochain peut créer une menace là où, au départ, il n'en existait pas.

Fermer ses frontières à la migration régulière ne fait que faciliter la tâche des trafiquants.

Et faire fi des droits de l'homme dans la lutte antiterroriste ne fait qu'alimenter l'extrémisme, que l'on cherche précisément à éliminer.

Mesdames et Messieurs les représentants,
Mesdames et Messieurs,

Nous avons l'obligation de changer de cap et de relever les défis qui se présentent.

Pour ce faire, nous devons nous fonder sur les faits, et non céder à la peur ; écouter la raison, et non caresser des chimères.

La prévention doit être au cœur de notre action.

La présente session de l'Assemblée générale constitue une occasion unique d'aller de l'avant.

Pour ne citer qu'un exemple, je me félicite de l'appui solide qu'a reçu mon initiative intitulée « Action pour le maintien de la paix », à laquelle 148 États et organisations ont adhéré. L'initiative a pour but de contribuer au succès des missions que nous envoyons dans des régions à l'instabilité chronique.

Pour autant, je veux me centrer, aujourd'hui, sur deux défis transcendants qui, l'année dernière, ont acquis un caractère d'urgence absolue : les changements climatiques et les nouveaux risques liés aux progrès de la technologie.

Permettez-moi de m'arrêter sur chacun de ces défis, l'un après l'autre.

Mesdames et Messieurs,

Évoquons d'abord ce qui constitue une menace directe pour notre existence : les changements climatiques.

Nous sommes à un moment charnière.

Si nous ne changeons pas de cap dans les deux années à venir, nous risquons de perdre le contrôle de la situation.

Les changements climatiques vont plus vite que nous ; leur rythme effréné provoque un SOS retentissant, partout dans le monde.

Selon l'Organisation météorologique mondiale, les deux dernières décennies ont vu 18 des années les plus chaudes, depuis qu'on a commencé, en 1850, à tenir des registres en la matière.

Il y a quelques semaines, la plus épaisse et réputée plus solide banquise – du nord du Groenland – a commencé à se fissurer.

La concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère n'a jamais été aussi élevée en 3 millions d'années, et elle ne fait qu'augmenter.

Pire, notre action – en tant que dirigeants mondiaux – n'est pas à la hauteur. Nous devons écouter les plus éminents scientifiques de la Terre. Nous devons regarder la réalité en face.

Nous devons être plus ambitieux et faire preuve d'une plus grande urgence.

Nous devons garantir la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Cet Accord a le potentiel immense de nous mettre sur la bonne voie – mais ses objectifs sont loin d'être atteints. Et pourtant ils ne représentent que le strict minimum pour éviter les pires retombées des changements climatiques.

Je suis inquiet de voir que les récentes négociations de Bangkok sur des directives d'application de l'Accord se sont achevées sans progrès suffisants.

La prochaine Conférence des Parties – COP24 –, qui se tiendra en Pologne, en décembre, est décisive. Il faut absolument qu'elle réussisse. Comme je l'ai dit récemment, les désaccords entre États Membres, qui nous ont paralysés à Copenhague, ne peuvent se reproduire à Katowice.

Fort heureusement, l'évolution technologique est notre alliée.

L'énergie verte est plus compétitive que jamais.

Si nous nous engageons sur la bonne voie, l'action climatique pourrait représenter 26 milliards de dollars de plus pour l'économie mondiale d'ici 2030.

Les politiques en faveur d'une économie verte pourraient créer 24 millions d'emplois.

De plus en plus d'entreprises et d'investisseurs constatent que l'économie verte est rentable.

Loin de menacer les fondements de l'économie, l'action climatique crée de nouvelles industries, de nouveaux marchés et plus d'emplois tout en réduisant la dépendance aux combustibles fossiles.

Ce n'est pas l'action, mais l'inaction, qui met en péril l'économie.

Les gouvernements doivent faire preuve de sagesse et de courage.

Cela signifie :

– Cesser de subventionner, à coups de milliards, les combustibles fossiles ;

– Fixer un juste prix du carbone ;

– Cesser d'investir dans des infrastructures non durables qui entretiennent des pratiques pernicieuses pendant des dizaines d'années.

C'est notre avenir qui est en jeu. Les changements climatiques n'épargnent rien et peuvent tout ébranler. Pour assurer la prospérité globale et la sécurité des nations, il est essentiel de maintenir le réchauffement climatique bien en-deçà de 2 degrés Celsius.

Voilà pourquoi, en septembre prochain, je tiendrai un Sommet sur le climat pour mobiliser des volontés et des fonds. Ce sera l'occasion de rassembler les États et les villes, les acteurs de l'économie réelle et les décideurs, entreprises, milieux financiers et représentants de la société civile, qui s'attaqueront au cœur du problème.

Le Sommet se tiendra un an avant la révision des engagements de chaque État au titre de l'Accord de Paris. Ces engagements devront aller plus loin.

Il faut une ambition plus forte que jamais – une ambition que les dirigeants et les partenaires auront l'occasion de manifester à ce sommet.

Pour qu'elle soit possible, nous nous devons d'agir dès aujourd'hui.

Le monde a besoin que nous soyons tous des champions de l'action climatique.

END FRENCH

Mesdames et Messieurs les représentants,

J'en viens maintenant aux nouvelles technologies et ce que nous pouvons faire pour réaliser leur promesse et repousser leurs périls.

Et elles sont porteuses d'une grande promesse. Les progrès scientifiques ont permis de guérir des maladies mortelles, de nourrir une population en expansion, de stimuler la croissance économique et de relier entreprises, collectivités, familles et amis à travers le monde.

Des domaines en évolution rapide tels que l'intelligence artificielle, la chaîne de blocs et la biotechnologie pourraient constituer le moteur du progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable.

L'intelligence artificielle rapproche les personnes par-delà les langues et aide les médecins à poser de meilleurs diagnostics. Les véhicules sans conducteur révolutionneront les transports.

Mais cela comporte aussi des risques et de graves dangers.

Les progrès technologiques pourraient perturber le marché du travail à mesure que les emplois traditionnels changent ou disparaissent, même si le nombre de jeunes demandeurs d'emploi continue d'augmenter. Le recyclage atteindra des proportions inimaginables auparavant. L'éducation doit s'adapter, dès les premières années de scolarité. La nature même du travail évoluera. Les gouvernements devront peut-être envisager de renforcer les programmes de protection sociale, voire d'instaurer un revenu minimum universel.

Dans le même temps, la technologie est utilisée à mauvais escient par des terroristes et à des fins d'exploitation sexuelle et de maltraitance.

Les réseaux criminels organisés, tapis dans l'ombre de la toile, profitent du codage et des paiements quasi anonymes effectués en cryptomonnaie pour se livrer à la traite de personnes et à la contrebande.

Certains rapports estiment que la cybercriminalité met à l'heure actuelle 1500 milliards de dollars dans les poches des cybercriminels chaque année.

Les actes de malveillance dans le cyberspace – tels que les campagnes de désinformation – divisent les communautés et sapent la confiance entre les États.

De plus en plus de personnes obtiennent leurs informations de sources ou de réseaux sociaux qui se font l'écho de leurs vues, renforcent le tribalisme et les assurent qu'elles ont raison et que les autres ont tort.

La révolution numérique sert également à exercer une discrimination à l'égard des femmes et à renforcer notre culture dominée par les hommes.

En effet, il existe de profondes disparités d'accès aux technologies numériques entre les sexes, ce qui élargit le fossé numérique.

Nous devons démanteler les obstacles et créer des possibilités pour les femmes, garantir l'égalité et changer les cultures d'entreprise toxiques et en ligne. Le secteur de la technologie doit s'ouvrir et se diversifier – ne serait-ce que dans son seul intérêt.

Les technologies évoluant plus rapidement que les institutions, la coopération entre les pays et les parties prenantes sera essentielle, y compris les États Membres, le secteur privé, les centres de recherche, la société civile et les milieux universitaires.

Il existe de nombreuses solutions mutuellement avantageuses pour relever les défis numériques qui se posent. Nous avons besoin de les trouver et de les appliquer de toute urgence.

À l'ONU, nous nous attachons à mettre les technologies au service de la réalisation des objectifs de développement durable. Nous procédons à la création de laboratoires d'innovation, notamment au sein de mon Cabinet. En juillet, j'ai établi un groupe de haut niveau sur la coopération numérique, cadre de concertation pour l'ensemble des acteurs clefs.

Mesdames et Messieurs les représentants,

Les effets des nouvelles technologies sur la guerre constituent une menace directe pour notre responsabilité commune qui est de garantir la paix et la sécurité.

L'arsenalisation de l'intelligence artificielle est une source de préoccupation croissante.

La perspective que des armes puissent d'elles-mêmes choisir et attaquer une cible suscite de multiples inquiétudes – et pourrait déclencher une nouvelle course aux armements.

La réduction du contrôle exercé sur les armes a des incidences sur les actions que nous menons visant à circonscrire les menaces, éviter l'escalade et respecter le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme.

Disons-le tel quel. La perspective de voir des machines dotées du pouvoir d'apprécier et de s'emparer d'une vie humaine est moralement répugnante.

Que le ciel nous préserve de toute nouvelle guerre qui pourrait fort bien englober une cyberattaque massive ciblant non seulement des capacités militaires mais également des infrastructures civiles essentielles.

Je suis encouragé par les 10 éventuels principes directeurs élaborés à Genève le mois dernier par le Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létales autonomes.

Des travaux supplémentaires sur ces questions, visant à renforcer la confiance entre les nations et en leur sein, seront nécessaires si nous voulons assurer une utilisation responsable des technologies nouvelles.

Je vous engage à utiliser l'ONU comme instance pour attirer l'attention du monde sur ces questions cruciales et favoriser l'instauration d'un avenir numérique sûr et bénéfique à tous.

Mesdames et Messieurs les représentants,

En dépit du chaos et de la confusion qui règnent dans notre monde, je vois des vents d'espoir souffler à travers le globe.

Il y a quelques jours, j'ai assisté à la signature d'un accord de paix historique entre les dirigeants de l'Éthiopie et de l'Érythrée en Arabie saoudite.

Peu de temps après, les présidents djiboutien et érythréen se sont réunis à Djedda pour lancer un processus de paix.

L'Érythrée et la Somalie ont établi des relations diplomatiques.

Dans la même région, dans le cadre d'un sommet de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, les deux dirigeants rivaux au Soudan du Sud ont finalement signé un accord de paix.

J'espère que ces efforts continueront d'être consolidés afin que les peuples de la corne de l'Afrique puissent tourner la page de la guerre et des conflits.

La courageuse initiative du Sommet de Singapour entre les dirigeants des États-Unis et de la République populaire démocratique de Corée, ainsi que la récente réunion des deux dirigeants coréens à Pyongyang, laissent espérer qu'une dénucléarisation totale et vérifiable de la péninsule coréenne dans le contexte de la sécurité régionale est possible.

Lors de ma récente visite en Colombie, j'ai été impressionné par le ferme attachement de la population à la paix, à présent réaffirmé par le Président Duque.

En Asie centrale, j'ai pu constater personnellement un renforcement de la coopération à l'issue de la transition politique pacifique effectuée par l'Ouzbékistan.

La Grèce et l'ex-République yougoslave de Macédoine ont fait un grand pas en avant vers le règlement de leurs différends.

Notre mission de maintien de la paix au Libéria a mis un terme à une décennie et demie de travail de cette année à la suite de la première transition pacifique et démocratique opérée par le pays, ce qui est venu s'ajouter aux succès des opérations de maintien de la paix ailleurs en Afrique de l'Ouest.

L'adoption de pactes mondiaux sur les réfugiés et les migrations constitue un autre signe d'espoir, même s'il y a encore un long chemin à parcourir pour concilier le plein respect des droits des personnes qui se déplacent avec les intérêts légitimes des États.

Des centaines de millions de personnes ont été extirpées de l'extrême pauvreté dans le monde au cours des trois dernières décennies, et nous avons pu éviter une famine imminente dans quatre pays au cours des deux dernières années.

Les jeunes d'Arménie étaient au cœur de la transition politique pacifique de ce pays au début de cette année – montrant ainsi la possibilité qui s'offre à eux de mettre leur voix au service de la promotion de la démocratie.

La recherche de l'égalité des sexes gagne du terrain, dans le contexte d'une prise de conscience croissante de la discrimination généralisée à l'égard des femmes et des filles, de la violence, du harcèlement et de l'exploitation à l'inégalité des salaires et à l'exclusion de la prise de décisions.

L'Organisation des Nations Unies doit montrer la voie dans la quête de l'égalité des sexes. Pour la première fois de son histoire, la parité est absolue au sein de notre Conseil de direction et parmi les coordonnateurs résidents qui dirigent les équipes de pays à travers le monde. Nous sommes fermement attachés à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes partout.

Mesdames et Messieurs les représentants,

Mesdames et Messieurs,

Comme notre Secrétaire général défunt, M. Kofi Annan, nous l'a rappelé une fois :

« Nous partageons un destin commun. Nous devons l'affronter ensemble. Voilà pourquoi, chers amis, nous avons créé l'Organisation des Nations Unies. »

Notre avenir repose sur la solidarité.

1815866F

Nous devons rétablir la confiance rompue.

Nous devons revitaliser notre projet multilatéral.

Nous devons défendre la dignité de tous.

Je vous remercie.
